



ÉDITORIAL

Chers lectrices et lecteurs,
Cher (e) s ami (e) s du M.U.R.S.,

Un peu paresseusement, nous vivons d'idées classiques à propos du rôle et de la responsabilité de la science en société. Voyez par exemple cet enchaînement : la science est source de technologie, et la technologie de bien-être ; mais aussi : la science est si complexe qu'elle n'est affaire que de spécialistes, et ses rivages lointains la rendent incommunicable ; ou encore la science est neutre, son usage, bon ou mauvais ne dépend pas des scientifiques eux-mêmes ; etc. Un esprit lucide et curieux ne saurait se contenter d'un tel catalogue de simplifications, sans doute séant à une période où le credo commun, à l'Ouest comme à l'Est, était « science=progrès, point-barre », car il n'explique pas ce quelque chose qui a changé, et qu'il nous faut comprendre.

Les transformations induites dans notre vie quotidienne depuis une ou deux générations tout particulièrement par les activités scientifiques et techniques sont d'une évidence incontestable : quasiment tous les secteurs de l'activité humaine sont concernés. Santé comme alimentation, mobilité comme habitat, communication et travail ont connu des mutations fortes qui caracté-

risent nos sociétés développées. En retour de l'investissement dans la recherche, tant publique que privée, celle-ci a livré des clés pour comprendre et transformer le monde. Nous avons donc fait œuvre de progrès. La responsabilité scientifique – étymologiquement : capacité à répondre – a été bien exercée.

Mais parallèlement, la confiance de l'opinion dans la science est devenue ambiguë : mesurée depuis 1973, elle a chuté sensiblement, et cette décroissance nous est commune avec les pays développés, du moins en Europe.

La figure du savant reste la plus digne de confiance comparée à celle d'autres professions, y compris les autres professions intellectuelles. D'autres enquêtes montrent continûment que la compétence et la crédibilité des institutions de recherche reste perçue comme élevée. La parole scientifique semble peu mise en doute.

Le soutien politique se fait donc hésitant.

Le métier lui-même évolue sous la pression de la très forte compétition mondiale, qu'elle soit celle des disciplines ou celles de



par Jean-Pierre ALIX & Jean JOUZEL

l'innovation et de la communication, vers moins d'artisanat et plus d'industrie, ce qui suscite nombre d'interrogations.

Que s'est-il passé depuis une vingtaine ou une trentaine d'années, qui conduit à la tiédeur – voire la torpeur – que montre notre société pour ses chercheurs, à la désaffection des jeunes, aux crises maintenant répétées depuis la vache folle, Tchernobyl et autres OGM ? De quelles causes ces phénomènes sont-ils les symptômes ?

Que signifie alors la responsabilité scientifique ? Est-elle toujours universelle comme l'affirme le nom de notre mouvement ? Est-elle constante ou changeante ?

Il est temps de remettre l'ouvrage sur le métier !

Le principe responsabilité s'est lui-même enrichi avec Hans Jonas : engageant les générations futures, nous devenons comptables non seulement ici et maintenant, mais aussi demain de ce que seront la connaissance et l'usage qui en sera fait sur la planète. L'adoption du principe de précaution et son annexion récente à la Constitution ont marqué une étape supplémentaire. Le 'Grenelle de l'environnement' de 2007-2008

illustre bien cette évolution de la responsabilité collective et conjointe des scientifiques, du gouvernement, de l'administration, de l'industrie, des médias, des associations et des syndicats, du Parlement.

Notre société manifeste donc de l'intérêt pour ce que dit la science. Réjouissons-nous en !

A condition toutefois que, dans ce jeu de rôles, ceux-ci ne soient pas confondus. Enjeux sociétaux et enjeux scientifiques ne sont guère réductibles les uns aux autres, ils doivent donc interagir, dialoguer (du grec dia : différent et logos : rationalité ou discours), plutôt que se soumettre à l'ordre de l'autre.

N'étant pas une institution de recherche, nous avons donc fait le pari d'un dialogue avec les chercheurs en sciences sociales et humaines, pour observer, analyser, comprendre le faisceau complexe que constituent la production des connaissances et l'enchevêtrement de leur usage. Qu'en disent nos collègues philosophes, littéraires, historiens, sociologues et anthropologues ? Atomisées, les sciences sociales et humaines donnent des réponses toutes intéressantes, mais partielles. Le programme Science Tech-

nologie Société (STS) des années 80 avait apporté des idées neuves, mais à l'évidence, de nouvelles recherches sont nécessaires.

C'est pourquoi le M.U.R.S. a répondu avec enthousiasme, début 2008, à l'ANR¹ quand sa division des sciences sociales a fait connaître sa préoccupation de lancer un programme STSbis, actualisé (voir avant-propos de Jean-Michel Roddaz). Dans ce contexte, un rapprochement heureux avec l'IFRIS, le récent Institut francilien pour la recherche et l'innovation en société a conduit à définir une démarche préparatoire intitulée ARP (action de réflexion prospective). Elle a consisté en un travail de plusieurs mois charpenté par Dominique Pestre (voir son introduction), et permis de baliser champs et questions qui deviendront un programme de recherche en 2009-2010.

En voici les fruits. L'automne est une bonne saison. C'est pourquoi cette livraison est à la fois plus volumineuse et différente des précédentes. L'enchaînement des textes et des arguments, depuis l'avant-propos plus institutionnel jusqu'au dernier texte du sommaire, philosophique, a été pesé. Son architecture, présentée par Dominique Pes-

tre, intègre un si grand nombre de questions et de dimensions que nous vous souhaitons le même plaisir à la découvrir que celui qui fut le nôtre pendant la fabrication de l'ouvrage.

Cela signifie-t-il pour autant un changement éditorial ? *Oui*, car ce volume ne rassemble pas des conférences du M.U.R.S., mais des réflexions menées par des chercheurs ou des groupes de chercheurs des sciences sociales et humaines. Changement de forme donc. *Non*, parce que nous poursuivons la quête qui n'a jamais cessé d'être la nôtre, celle de la responsabilité scientifique, consécutive à la puissance de la science moderne.

Pour poursuivre cette piste, nous vous donnons un premier rendez-vous dans quelques semaines, à la Conférence « Sciences en société » de la présidence française de l'Union européenne pour un débat vivant, et surtout européen. D'autres suivront en 2009 et en 2010 pour prendre connaissance des travaux de recherche qui se poursuivront, après l'appel à projets « Sciences, technologies, savoirs en sociétés » de l'ANR.
Cordialement,

Jean JOUZEL

Jean-Pierre ALIX

¹ Agence nationale de la recherche.

